

Nouvelles de Bruxelles

Publié le 2 juillet 2020

Présidence allemande, Brexit, plan de relance, réouverture des frontières extérieures, emploi des jeunes, accord sur les recours collectifs, Convention citoyenne pour le Climat, souveraineté technologique...

L'Allemagne prend la présidence de l'Union européenne pour six mois

Trois grandes échéances rythmeront cette présidence : plan de relance européen, accord avec le Royaume-Uni et Paquet asile et migrations. Son [programme de travail](#) est construit sur six piliers : une maîtrise durable de la pandémie ; une Europe plus forte et plus innovante ; une Europe juste ; une Europe durable ; une Europe des valeurs communes ; une Europe forte sur la scène internationale.

Brexit : les négociations s'accélèrent pendant l'été

Alors que le Brexit économique aura lieu le 1er janvier 2021, les négociations vont s'accélérer pendant l'été. Afin de laisser le temps aux Parlements européen et britannique de ratifier l'accord, les négociations devront aboutir d'ici au 31 octobre. Les 27 Etats membres et le Parlement européen ont rappelé la nécessité pour les deux parties de conclure un accord ambitieux mais équilibré.

Plan de relance européen : rencontre franco-allemande au sommet

Emmanuel Macron a rencontré Angela Merkel le 29 juin à Mesenberghaus. Ils souhaitent obtenir un accord avant l'été sur le plan de relance et ont mentionné un possible conditionnement vert pour l'octroi des fonds. Un Sommet européen est prévu en présentiel à Bruxelles les 17 et 18 juillet.

L'UE rouvre ses frontières extérieures à 15 pays

Ces 15 pays sont l'Algérie, l'Australie, le Canada, la Géorgie, le Japon, le Monténégro, le Maroc, la Nouvelle-Zélande, le Rwanda, la Serbie, la Corée du Sud, la Thaïlande, la Tunisie, l'Uruguay ainsi que la Chine (sous réserve que Pékin admette les visiteurs européens). Dans cette liste ne figurent pas les Etats-Unis, le Brésil, l'Inde ou la Russie. Cette liste sera révisée toutes les deux semaines.

La Commission a présenté un paquet sur l'emploi des jeunes et les compétences

Le Covid a un impact considérable sur l'emploi des jeunes. La Commission encourage les Etats à intensifier leur action, notamment en renforçant la garantie pour la jeunesse et en donnant un nouvel élan à l'apprentissage. Sur les compétences, la Commission souhaite mieux préparer les citoyens aux transitions écologique et numérique, afin qu'ils s'adaptent aux nouvelles réalités du marché du travail.

Les Etats membres approuvent l'accord sur les recours collectifs

Les 27 Ambassadeurs auprès de l'UE ont approuvé [l'accord politique](#) conclu avec le Parlement européen sur la directive relative aux actions représentatives pour la protection des intérêts collectifs des consommateurs. Le Conseil par procédure écrite puis le Parlement lors d'un vote en plénière adopteront cet accord à l'automne. Les Etats auront ensuite 30 mois pour appliquer cette directive.

La Convention citoyenne pour le Climat appelle aussi à une action européenne et internationale

Parmi les 149 propositions soumises au Président de la République, quelques-unes relèvent du niveau européen voire international : mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Europe, prix mondial du carbone ou encore verdissement de la politique agricole et commerciale communes.

BusinessEurope : la souveraineté technologique renforcera la compétitivité de l'UE

BusinessEurope [souhaite](#) que l'UE aiguisé ses instruments de défense commerciale et canalise les investissements vers les secteurs-clés (robotique, Internet des objets, 5G, informatique quantique). Cela lui permettra de reconquérir son autonomie dans les 14 écosystèmes jugés stratégiques.